

# Nourrir la puissance : l'alimentation au prisme de la géopolitique

**Pierre Blanc**

Professeur de géopolitique à Bordeaux Sciences Agro et Sciences Po Bordeaux, chercheur au LAM (Les Afriques dans le monde, CNRS/Sciences Po), rédacteur en chef de *Confluences Méditerranée*.

Quand les spécialistes anglophones des relations internationales utilisent le seul mot de *power* pour dire à la fois le pouvoir et la puissance, la science politique française les distingue. Le premier a en effet trait à l'action des États dans leur espace souverain, quand la seconde qualifie les capacités qu'ils entretiennent dans leur rapport avec l'extérieur. Si le pouvoir entre immédiatement en résonance avec la question alimentaire - les besoins en nourriture étant au cœur du contrat social d'un pays -, l'association entre alimentation et puissance, avec sa connotation d'extraversion, peut paraître moins évidente, notamment parce que la puissance rime plus spontanément avec le militaire. Deux remarques peuvent toutefois être formulées à ce sujet.

La première tient au fait que l'Histoire a montré que le militaire et l'alimentation ont entretenu un rapport dialectique. En effet, dans les guerres anciennes à faible contenu technologique, où l'importance numérique des troupes était le déterminant essentiel, le fait de nourrir des soldats en nombre était tout sauf anodin, de même pour la fiscalité agricole qui, dans des sociétés paysannes, représentait une grande partie du budget des États et des empires et, partant, une forte contribution à la levée de troupes et à l'investissement militaire. Ajoutons à cela que la question alimentaire a aussi été un enjeu - même si lointain - des affrontements militaires entre puissances, à commencer par la Seconde Guerre mondiale.

La seconde remarque tient au fait que la puissance a évolué dans sa définition et qu'elle ne saurait se réduire au militaire. Au début des années 1990, le politologue américain Joseph Nye a notamment contribué à l'enrichir, en montrant que le *soft power* (pouvoir de séduction ou d'attraction) est à inscrire au répertoire de la puissance, au même titre que le *hard power* (pouvoir de coercition). Or, force est d'admettre que pour un pays fournisseur, l'alimentation est loin d'être neutre en matière de *soft power*. On l'a récemment vu avec la Turquie, dont le rêve de puissance s'incarne aussi à travers l'aide alimentaire qu'elle se fait forte de distribuer à des pays-cibles, comme le Liban, après l'explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020, et la Libye, dont elle soutient le régime contesté. De même, l'alimentation peut être utilisée en tant que *hard power*, qui ne se réduit pas à sa seule dimension militaire. Un État peut en effet profiter de sa capacité d'approvisionnement pour peser sur les décisions d'un autre État souverain, comme ont pu le faire les États-Unis.

Eu égard à son articulation possible au *soft power* et au *hard power*, l'alimentation entre ainsi en résonance évidente avec la définition de la puissance que l'on doit à Serge Sur, soit « une capacité de faire, une capacité de faire faire, une capacité d'empêcher de faire, une capacité de refuser de faire »<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Serge Sur, *Les relations internationales*, Paris, Montchrestien, 1995.

Pour décrypter l'imbrication entre alimentation et puissance, nous verrons d'abord les liens anciens existant entre le militaire et l'alimentaire. Puis nous regarderons comment l'alimentation s'articule aux quatre catégories de la puissance telle que définie par S. Sur, qui se résumant finalement en une *capacité à peser, à ne pas dépendre ou à s'émanciper* selon que le pays a plutôt un profil exportateur ou importateur. C'est donc essentiellement l'État<sup>2</sup> que nous mettrons au cœur de notre réflexion, pour tenter de comprendre comment celui-ci a pu articuler sa recherche de puissance à la question de l'alimentation, dans son rapport aux autres pays, et comment il continue de le faire. Nous ne proposons donc pas ici une réflexion sur l'état des puissances agricoles, qui consisterait à regarder et classer les performances agricoles de certains grands pays. Après tout, cette hiérarchie ne se reconfigure pas à un rythme soutenu. Il s'agit plutôt de mener une réflexion sur *la puissance par l'agriculture*, entendue ici dans sa vocation alimentaire qui permet de peser sur d'autres ou de s'émanciper des autres. Cette recherche s'inscrit dans une perspective géopolitique, dont le but est de saisir de quelle manière cette alimentation, par définition liée au territoire (géo), imprègne les dynamiques de puissance y compris dans leurs rivalités de pouvoirs (politique). Un choix qui nous fera passer sous silence des affrontements géoéconomiques, notamment les batailles dans le cadre des arènes commerciales, à commencer par celles se déroulant au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Enfin, s'il s'agit de revoir l'histoire récente de ce lien, il nous revient surtout de nous interroger sur sa portée actuelle, qui reste *in fine* à relativiser.

## **Le militaire et l'alimentaire**

Par-delà le rapport systématique et malheureux entre la guerre et la faim, qui n'est pas ici au cœur de notre réflexion, les liens entre le militaire - figure même de la puissance - et l'alimentaire peuvent en fait se décliner en trois volets : l'alimentaire pour le militaire, le militaire pour l'alimentaire et le militaire par l'alimentaire. Quelques rappels historiques peuvent être opérés pour illustrer ces dimensions avant que nous nous interrogeons sur leur actualité.

*L'alimentaire pour le militaire* a d'abord trait au fait que, dans les sociétés traditionnelles à forte dominante agricole, le budget des États ou plutôt des empires était surtout abondé par les taxes agraires. Si les Ottomans, par exemple, ont de la sorte modifié leur système de taxes foncières au XIX<sup>e</sup> siècle, c'est parce que, soumis à des irrédentismes en leur sein et à des guerres avec leur voisinage, ils devaient redonner à leur armée le lustre qui leur avait permis de contrôler un vaste territoire dès le XVI<sup>e</sup> siècle. En devenant propriétaires de leurs terres dans le cadre de cette réorganisation (*tanzimat*), les paysans étaient supposés pouvoir retourner des impôts utiles à l'effort de défense. Il en fut de même à la même période en Égypte, dont le rêve de puissance

---

<sup>2</sup> En focalisant notre réflexion sur les États, nous ne voudrions pas laisser penser que leurs stratégies se passeraient des acteurs privés. Outre les agriculteurs, qui en tant que producteurs sont très dépendants des politiques agricoles nécessairement orientées, les politiques de puissance des États s'appuient évidemment sur les dynamiques d'entreprises qu'ils cherchent à promouvoir selon des agendas politiques. Par exemple, les États-Unis ont fondé leur politique de puissance en s'appuyant non seulement sur leurs *farmers* mais aussi sur des entreprises de rang mondial (Bunge, Cargill, Dreyfus et Archer Daniels Midland [ADM]) dont l'État fédéral a facilité l'essor et le rayonnement. Il en est de même pour la Chine, qui s'appuie beaucoup sur le conglomérat agroalimentaire public COFCO, et pour les pays du Golfe, notamment l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et surtout le Qatar, qui s'appuient sur des firmes agroalimentaires dans leur politique de sécurisation alimentaire.

s'arrimait à des réformes foncières, toujours dans le but de doper l'agriculture. Ce volet de l'alimentaire par le militaire a également trait au fait que la force des armées était d'autant plus conditionnée par la capacité à nourrir correctement ses hommes qu'il s'agissait de longs conflits et que ceux-ci mobilisaient pléthore de soldats. Les guerres se gagnaient aussi dans les champs et dans la capacité à les utiliser en support des armées. Si l'on n'est plus vraiment dans ce cas de figure dans le cadre des guerres modernes, souvent courtes et très technologiques, beaucoup d'exemples historiques illustrent cette dimension fondamentale des conflits. Les guerres napoléoniennes ont notamment montré toute l'implication de l'empereur français dans la logistique des approvisionnements militaires. Ainsi fut créé le corps des munitionnaires qui, contrairement à ce que son nom indique, se composait d'agents chargés d'organiser la logistique de la distribution des vivres, autrement dit les munitions de bouche. Et, dans le cadre des poussées expansionnistes de l'empire, c'est toute une logistique de réquisition qui fut mise en œuvre dans les pays conquis afin de ravitailler les troupes. De même, pendant les deux grandes guerres, les puissances en présence ont mis un soin tout particulier à assurer les approvisionnements militaires par-delà ceux des populations civiles<sup>3</sup>.

*Le militaire pour l'alimentaire* est peut-être un phénomène moins connu. Or, des conflits aussi importants que la Seconde Guerre mondiale ont montré à quel point cette dimension a pu être prégnante. Par exemple, le but de la guerre selon Joseph Goebbels était « un grand petit-déjeuner, un grand déjeuner, un grand dîner », étonnante assertion mise en application par le Troisième Reich. Avec ce slogan, l'idéologue du régime nazi traduisait la pensée géographique qui avait émergé dans l'Allemagne nationaliste au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle. Pour des géographes allemands pétris d'écologie darwinienne, comme le furent Friedrich Ratzel puis Karl Haushofer, l'une des lois essentielles de la géographie politique voulait que le monde fût une lutte permanente pour l'espace vital (*Lebensraum*). Faut-il s'étonner qu'Adolf Hitler, lui-même, ait alors repris cette rhétorique – en la simplifiant largement – dans *Mein Kampf*? : « Le mouvement national-socialiste doit s'efforcer d'éliminer la disproportion qui existe entre notre population et la superficie dont elle dispose, considérant celle-ci autant comme source de nourriture que comme base de politique de puissance [...]. Il nous faut poursuivre notre but sans faiblir [...], assurer au peuple allemand la terre et le sol auxquels il a le droit ». Après avoir pris le pouvoir et organisé le pays, le Troisième Reich, par le biais de sa Société alimentaire (*Reichsnährstand*), considérait que l'Allemagne devait alors acquérir 7 à 8 millions d'hectares supplémentaires<sup>4</sup>. Lancée à partir de 1941, l'opération Barbarossa, autrement dit la conquête des *tchernozioms* d'Ukraine et de Russie, se situait dans cet objectif supposé vital. « Ce que l'Inde fut pour l'Angleterre, les territoires de Russie le seront pour nous. Si seulement je pouvais faire comprendre au peuple allemand ce que cet espace représente pour nous ! ». C'est ainsi qu'A. Hitler s'exprima, en août 1941, sans se rendre compte que son *hubris* territoriale allait le conduire à fragiliser son régime. On pourrait en dire autant du Japon impérial dont l'appétit territorial et nourricier l'avait conduit à annexer la Corée et Taiwan au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle, avant de se lancer en 1937 à la conquête des terres de la Mandchourie chinoise.

*Le militaire par l'alimentaire* tient, quant à lui, à l'usage de la privation alimentaire comme moyen d'affaiblissement dans les conflits. Le siège, très ancienne technique de guerre, en est

---

<sup>3</sup> Lizzy Collingham, *The Taste of War: World War II and the Battle for Food*, New York, Penguin House, 2013.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 30.

une illustration, utilisé, par exemple, pendant la Seconde Guerre mondiale contre le Royaume-Uni et le Japon. Très tôt industrialisée, la Grande-Bretagne avait négligé son agriculture préférant faire venir les productions depuis son vaste empire et ainsi contenir les coûts salariaux de l'industrie. Comptant environ 45 millions d'habitants à la veille du conflit, le Royaume-Uni importait 70 % de son alimentation. En conséquence, les dirigeants de l'Allemagne nazie décidèrent de faire le siège des côtes britanniques pour rompre les flux commerciaux. Pour répondre à cette menace, Londres adopta une stratégie fondée sur la maîtrise de la consommation et l'accroissement de la production locale. Par une politique volontariste s'appuyant sur les comités agricoles de guerre, le nombre de tracteurs fut quadruplé et les terres labourées passèrent de 5,2 millions d'hectares en 1940 à 7,5 en 1945, les éleveurs étant largement subventionnés pour retourner leurs terres.

Tout cela est-il désormais révolu, dans un monde où le paradigme de la guerre a changé ? Car, d'une part, les conflits interétatiques ne sont pratiquement plus de mise, et, d'autre part, ils sont beaucoup plus technologiques et souvent de plus courte durée. Il n'empêche : des conflits civils ou asymétriques, qui constituent les visages actuels de la guerre, montrent que ces trois dimensions du lien entre l'alimentaire et le militaire continuent d'être une réalité, même si ces nouveaux visages qu'ils revêtent empêchent désormais les États d'avoir le monopole de ces différentes logiques.

*L'alimentaire pour le militaire* est particulièrement visible dans le cas des guerres sahéennes, où les djihadistes opèrent des razzias agricoles afin de s'approvisionner, donc de soutenir leur effort militaire. En Syrie, l'État islamique (EI) a déployé une véritable stratégie d'approvisionnement de ses troupes engagées contre les États irakien et syrien d'une part, et contre les mouvements kurdes appuyés par une coalition internationale d'autre part. Le « ministère » de l'Agriculture de l'organisation était chargé de veiller à l'alimentation des populations pour éviter des mécontentements civils, mais également d'assurer le ravitaillement des djihadistes appelés à être toujours plus nombreux au fur et à mesure de leur *hijira* (exode) depuis différentes parties du monde. Dans la stratégie de l'EI, la fiscalité agricole abondait aussi le budget et, partant, l'effort militaire.

*Le militaire pour l'alimentaire* semble lui aussi encore prévaloir, même si sa portée est plutôt circonscrite au Sahel, à travers le conflit entre pasteurs et agriculteurs. Par-delà l'habillage communautaire de ces conflits, c'est en grande partie une lutte pour l'alimentation qui oppose des éleveurs et des agriculteurs longtemps engagés dans une gestion relativement harmonieuse des ressources. Les massacres récents au Mali, en pays dogon, ou dans certains États du Nigeria renvoient aussi à cette guerre pour l'alimentation. De même, en Syrie, la stratégie d'emprise de l'EI (2014-2017) sur les principales régions céréalières de l'Euphrate n'a pas été fortuite, tout comme l'appropriation des silos à grains et des moulins, tant en Irak qu'en Syrie.

Enfin, *le militaire par l'alimentaire* a aussi connu une illustration récente en Syrie et au Yémen. Bachar Al-Assad a usé de la technique du siège pour affamer certains secteurs rebelles, notamment contre le camp palestinien de Yarmouk, soumis à une stratégie d'étranglement entre 2013 et 2014. Largement dénoncée par la communauté internationale<sup>5</sup>, cette stratégie était vouée à faire partir les rebelles anti-Assad. Même si la pression internationale rend cette arme

---

<sup>5</sup> Voir notamment Amnesty International, « Squeezing the life out of Yarmouk: War crimes against besieged civilians », mars 2014.

difficile à utiliser, et que le droit érige cet usage au rang de crime de guerre et de crime contre l'humanité, on aurait tort de penser que cette dimension emprunte seulement au registre du passé. Lors d'une visite au siège du Programme alimentaire mondial (PAM) à Rome en juin 2016, le pape François s'est d'ailleurs indigné que la faim soit utilisée comme « arme de guerre », déplorant au passage que « le matériel militaire circule plus facilement que la nourriture »<sup>6</sup>. À l'échelle des conflits interétatiques, très en recul aujourd'hui, seul l'embargo alimentaire mené de 2017 à 2021 par certains pays du Golfe contre le Qatar, en rétorsion de son soutien aux Frères musulmans et de sa relation équivoque avec l'Iran, est à ranger dans cette catégorie, même si l'on ne se trouve pas tout à fait devant l'usage du militaire, mais plutôt devant celui d'une sorte de « paramilitaire »<sup>7</sup>.

Ces évocations de l'actualité ne doivent pas pour autant faire accroire que le lien entre la puissance militaire et l'alimentaire est aussi prégnant qu'au XX<sup>e</sup> siècle, et encore plus avant, tant la forme des conflits a évolué. Bien entendu, la géopolitique ne se réduit pas à la guerre : la politique de puissance, arrimée à l'alimentation, participe aussi d'une *capacité à peser* ou d'une *capacité à ne pas dépendre*, qui ne revêtent pas forcément une tonalité martiale.

### **Nourrir la capacité à peser**

La capacité à peser sur les affaires du monde a-t-elle rimé avec la capacité à produire de l'alimentation ? Poser la question, c'est en partie y répondre. L'histoire et l'actualité de certains pays en témoignent. Tous ont d'ailleurs en commun une géographie favorable à l'agriculture. Encore faut-il que ces atouts soient valorisés par des choix politiques porteurs.

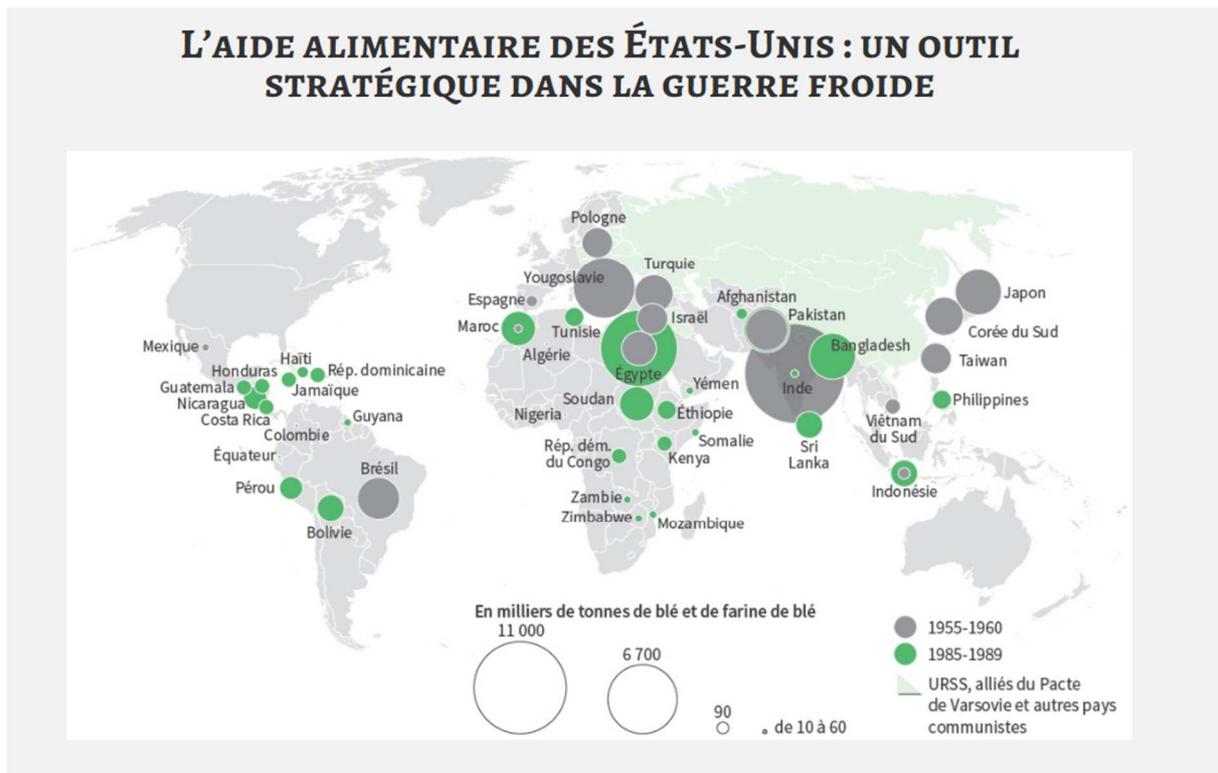
Figure exceptionnelle, plus qu'idéal-typique de la puissance alimentaire ou plutôt de la puissance *par* l'alimentaire, les États-Unis ont émergé par l'agriculture. Après la guerre de Sécession (1861-1865), l'accélération de la conquête de l'Ouest, avec son lot de distribution très égalitaire de la terre, a promu une agriculture familiale dont les performances n'ont cessé de croître entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et la Première Guerre mondiale qui les a consacrés comme grand fournisseur, la Russie s'étant de son côté effondrée sur fond de révolution puis de guerre civile. Cette expansion de l'agriculture a constitué le premier moteur de l'économie états-unienne, facilitant l'allumage du second, l'industrie. C'est d'ailleurs par un retournement des marchés mondiaux alimentaires à la fin des années 1920 que la crise financière de 1929 s'est en grande partie produite, *via* l'annonce des piètres performances industrielles très indexées sur celle des *farmers*. Ils composaient alors, avec leurs familles, une grande partie du tissu social américain et, partant, un débouché prépondérant. Cette influence des cours agricoles montrait de la sorte, par la négative, le lien entre capacité alimentaire et puissance. Après avoir été sauvée dans le cadre du *New Deal*, l'agriculture états-unienne a poursuivi sa marche en avant, au point de figurer dans le répertoire de puissance du pays au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Dans le contexte de la guerre froide, où les autorités ont œuvré à l'endiguement (*containment*) de l'Union soviétique, la capacité des plaines céréalières a permis d'accompagner le

---

<sup>6</sup> Philip Pullella et Jean-Philippe Lefief, « La faim ne doit pas être une arme de guerre, dit le pape », *Challenges*, 13 juin 2016.

<sup>7</sup> Cette stratégie n'a pas vraiment fonctionné, le Qatar ayant reçu une aide de la Turquie et de l'Iran *via* un pont aérien. Parallèlement, le Qatar a importé 10 000 vaches laitières et installé des étables pour faire face à cette pénurie imposée.

déploiement militaire par une aide alimentaire à forte visée géostratégique. Autrement dit, la carte de la distribution de l'aide alimentaire se superposait largement avec le dispositif d'encerclement militaire de l'URSS



Cette possibilité a été imaginée comme un *soft power* avant l'heure mais aussi comme un possible *hard power*. Parmi les nombreux éléments de la doctrine états-unienne sur l'arme alimentaire (*food power*), citons un rapport de la Central Intelligence Agency (CIA) publié en août 1974, dans un moment de resserrement de l'offre alimentaire, y compris américaine, et sur fond de conjecture d'un refroidissement climatique. Le rapport mentionnait ainsi : « Dans les années de vaches maigres, quand les États-Unis ne pourront pas satisfaire les demandes alimentaires de la plupart des pays importateurs, Washington aurait le pouvoir potentiel de décider de la vie et de la mort des masses d'hommes pauvres. Non seulement les pays en développement pauvres, mais aussi les puissances plus grandes dépendraient, au moins en partie, des importations de vivres en provenance des États-Unis »<sup>8</sup>. Consécration de ce pouvoir, les États-Unis conclurent, en octobre 1976, un accord avec l'Union soviétique, qui rendait cette dernière captive d'achats annuels de 6 à 8 millions de tonnes de blé. Peut-on alors s'étonner que, dans ce rapport de dépendance, les États-Unis aient usé de leur *food power* contre les Soviétiques après leur invasion de l'Afghanistan ? Mais, finalement, pour quel résultat ?<sup>9</sup> Cela invite à relativiser le *hard power* alimentaire états-unien, à ce moment-là et encore plus par la

<sup>8</sup> CIA, « Potential Implications of Trends in World Population, Food Production », and Climate, OPR-401, août 1974.

<sup>9</sup> Marie-Hélène Labbé, « L'embargo céréalier de 1980 ou les limites de l'«arme verte» », *Politique étrangère*, n° 51, IFRI, 1986/3.

suite, eu égard à la percée d'autres greniers céréaliers mondiaux, à commencer par l'Europe. Pour autant, si le *hard power* céréalier interroge, le *soft power* alimentaire américain a largement fonctionné, comme évoqué précédemment, avec un choix de destinations pour distribuer son aide alimentaire très géostratégique.

Pour en prendre la mesure, il faut avoir une vision contrastée de cet aspect en se référant justement à la grande rivale qu'était l'Union soviétique. En effet, Moscou n'a alors jamais pu utiliser son formidable potentiel de *soft power* alimentaire. Du fait de son modèle agricole fondé sur la planification collectiviste, jamais ce vaste pays aux riches terres noires n'a pu offrir de l'aide alimentaire dans une stratégie de contre-encerclement des États-Unis. Et ce ne sont pas les recherches de nouvelles terres en Asie centrale du temps de Nikita Khrouchtchev qui ont permis de renverser la tendance<sup>10</sup>. Ainsi, non seulement Moscou n'a pu influencer son voisinage, voire au-delà, mais, plus encore, il a dû parfois recourir à la réquisition - non sans ressentiment -, notamment dans la Pologne voisine, qui avait ménagé un secteur agricole privé assez dominant.

Cependant, si l'Union soviétique a fait la démonstration en creux du lien entre puissance et alimentation, la nouvelle Russie, pour sa part, en fait une démonstration en relief. En 2015, soit un siècle après son éviction des marchés mondiaux qu'elle avait pourtant dominés jusqu'en 1914, elle est ainsi devenue le premier exportateur de blé. Arrivé au faîte du pouvoir en 2000, moins de deux ans après l'effondrement du rouble, en 1998, qui avait produit une envolée de la facture alimentaire d'un pays largement importateur, Vladimir Poutine n'a eu de cesse de sonner l'heure du retour de l'agriculture russe comme vecteur de puissance. En 2002, il s'impliqua lui-même dans le débat foncier à la Douma en vue de l'adoption d'une loi visant à transformer les anciens domaines collectifs et ainsi faciliter l'arrivée de capitaux privés. Doublée d'un déploiement d'infrastructures logistiques, cette arrivée de fonds dans les champs, longtemps désertés en matière d'investissements, permit à la Russie de recouvrer sa position de première exportatrice de blé, non sans visée géostratégique. Selon Caroline Dufy et Svetlana Barsukova « en 2008, la doctrine pour la sécurité alimentaire (*doktrina prodovol'stvennoj bezopasnosti*) dans la Fédération de Russie a été constituée comme un bloc majeur de la Doctrine sur la sécurité nationale pour 2020 »<sup>11</sup>. De fait, la Russie a bien utilisé cette capacité dans sa politique de projection de puissance, notamment dans le conflit syrien, où elle a volé au secours de son allié B. Al-Assad, en lui offrant non seulement une couverture aérienne mais également en lui destinant des céréales en quantité, alors que l'Euphrate, grenier du pays, était contrôlé par l'EI, entre 2014 et 2017, puis par les Kurdes syriens. Depuis, la Russie fait de son

---

<sup>10</sup> Dès 1969, un conseiller de l'ambassade de France à Moscou écrivait : « C'est en effet tout le modèle de l'agriculture socialiste à travers le mythe de son inhérente supériorité qui s'est trouvé ainsi battu en brèche. L'événement a pris plus de relief encore peut-être en raison de l'abondance bien connue des terres arables, qui était censée compenser largement les éventuelles erreurs de gestion d'une politique agricole mal inspirée. L'incapacité subséquente où a été l'URSS de subvenir aux besoins des démocraties populaires et des autres pays amis, sinon par le biais d'un mécanisme d'achat et de revente n'a pas peu contribué non plus à entacher le prestige général de ce pays. », Conseiller commercial Ambassade de France à Moscou, « L'URSS a-t-elle résolu son problème de blé ? », *CPE*, n° 113, janvier 1969.

<sup>11</sup> Caroline Dufy et Svetlana Barsukova, « Sécurité Alimentaire et Marché. Représentations des Acteurs du Monde Agricole dans La Russie des Années 1990-2010 », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n° 48, 2017/1-2, p. 69.

blé un élément de son répertoire d'influence dans la région déficitaire du Moyen-Orient, où elle veut peser, mais aussi en Afrique, où sa présence militaire est de plus en plus évidente<sup>12</sup>.

Cette capacité à peser est donc manifeste dans le cas de cet ancien duopole de la guerre froide. Pour autant, d'autres grands pays agricoles, notamment sud-américains, ont pu chercher à indexer leur rêve de puissance sur leur capacité à produire. Porté par des régimes politiques qui ont été longtemps à fort relent martial, cet éthos de la puissance par l'alimentaire s'est ainsi développé en Argentine. Une thèse récemment soutenue montre combien ce pays s'est construit au travers de la représentation, partagée par les pouvoirs, qu'il constituait un, si ce n'est « le grenier du monde »<sup>13</sup>. Mais, là encore, pour quel résultat ? Non seulement ses performances ne l'ont pas mis en position de force sur les marchés mondiaux, ce qui lui aurait permis d'indexer une quelconque influence sur sa capacité d'exportation, mais sa projection alimentaire à l'international est en partie conditionnée par les investissements chinois, comme ce fut le cas au XIX<sup>e</sup> siècle avec les investissements britanniques.

Le Brésil s'est rêvé tout autant que sa voisine en puissance alimentaire. La dictature militaire (1964-1985) a d'ailleurs été un moment-clé dans la construction de ce discours. La junte a encouragé les grands propriétaires, souvent très liés à elle, à investir dans cette source d'avantages comparatifs que sont les terres du pays, à commencer par le Cerrado, longtemps dévolu au pastoralisme extensif. Pendant que des millions de paysans sans terre étaient maintenus dans la pauvreté, ces grands domaines ont ainsi pu incorporer un « paquet technologique » (intrants, pesticides, semences et irrigation), de sorte à faire du Brésil un pays agro-exportateur notoire. Avec l'avènement de la démocratie, ces choix ont été confirmés, y compris du temps de la gauche brésilienne (2003-2016), qui pouvait difficilement se passer de cet atout. Le président Lula (2003-2011) a lui-même cherché à en faire un instrument d'influence de son pays, alors engagé dans une diplomatie Sud-Sud des plus active, en particulier vers le monde arabe<sup>14</sup>, dont de nombreux Brésiliens sont originaires, notamment du fait de la venue de Syro-Libanais au début du XX<sup>e</sup> siècle. Depuis 2018, le retour d'un pouvoir national-populiste nostalgique de la dictature n'a fait que conforter cette option agro-exportatrice, aidé en cela par la *bancada ruralista*, lobby puissant qui réunit des parlementaires de l'agrobusiness et de la grande propriété. Tout ce qui peut gêner ce rêve de puissance - la lutte des paysans sans terre, les droits des Indiens de la forêt amazonienne, les préoccupations environnementales - est marqué du sceau du mépris par le nouveau pouvoir. Rien n'est ainsi meilleur que la richesse et le pouvoir qu'elle est supposée conférer au pays. Mais, ici encore, pour quelle influence, quand on sait le discrédit international du président Jair Bolsonaro, tenu responsable, entre autres, du recul de la forêt amazonienne ? Certes, l'un de ses grands clients, la Chine, est peu regardant là-dessus, mais les pays de l'Union européenne (UE), qui offrent des débouchés importants, se font critiques de ces pratiques dangereuses.

Finalement, admettons qu'il y a bien, pour certains États, une intention de lier l'influence à l'alimentaire – dans certains cas, avec une réelle efficacité, comme les États-Unis pendant la

---

<sup>12</sup> Sébastien Abis et Pierre Begoc, « Des céréales russes au menu géopolitique du Moyen-Orient », *Confluences Méditerranée*, n° 104, 2018/1.

<sup>13</sup> Olivier Antoine, « L'agriculture argentine : "le grenier du monde". Géopolitique d'une représentation de la puissance », thèse soutenue le 23 septembre 2020, Institut français de géopolitique, Paris.

<sup>14</sup> Sébastien Abis et Jessica Nardone, « Le Brésil, future ferme du monde arabe ? » *Futuribles*, n° 356, octobre 2009.

guerre froide et la Russie aujourd'hui. Cependant, ces derniers exemples sud-américains doivent permettre de relativiser cette dimension de l'alimentation en tant que capacité à peser, puisque même deux grands pays exportateurs – les États-Unis et l'Australie – ont récemment fait l'amère expérience d'un retournement de situation dans ce domaine. Engagés dans des critiques contre la Chine, le premier pour des raisons commerciales et le second demandant à Pékin des comptes sur la crise de Covid-19<sup>15</sup>, ces deux pays se sont heurtés à des sanctions contre leur agriculture. Aux États-Unis, en particulier, la chute des importations de soja par la Chine a obligé l'administration Trump à lancer deux plans d'aide d'urgence en 2018 et 2019, respectivement de 12 et 16 milliards de dollars, pour venir en soutien aux *farmers* qui lui avaient été très favorables en 2016.

Ce renversement de la puissance, qui consiste à voir un pays dépendant peser sur un pays agro-exportateur, n'est pas rare. Ce phénomène s'est d'ailleurs produit récemment pour l'UE lorsque, après avoir voulu imposer des sanctions économiques à la Russie en rétorsion de son soutien aux sécessionnistes ukrainiens, Moscou a décrété un embargo sur les produits agricoles européens, comme elle l'avait fait, pour les mêmes raisons, avec les produits canadiens et états-uniens. Le résultat n'a pas tardé : avec cet embargo décidé en août 2014, la Russie a élargi l'éventail de ses productions, complétant ainsi sa capacité céréalière par de meilleures performances en lait, viande et fruits, tout en cherchant de nouveaux fournisseurs. C'est à n'en pas douter l'Europe qui a le plus perdu avec cette réponse russe, du fait de l'importance du débouché qu'elle constituait<sup>16</sup>.

Après avoir recouvré une capacité à peser par sa production céréalière, la Russie a, de la sorte, montré la force que pouvait aussi procurer une capacité à ne pas dépendre sur le plan alimentaire, ce que nous allons maintenant considérer.

### **Nourrir la capacité à ne pas dépendre**

Un balayage géohistorique permet là aussi de dégager quelques éléments d'analyse de cette capacité à ne pas dépendre, dont le président turc Recep Tayyip Erdogan, épris de puissance, se faisait récemment le héraut : « Être dépendant de l'extérieur pour les matières agricoles de base est au moins aussi dangereux que la dépendance dans le domaine de l'industrie et de la défense »<sup>17</sup>.

Commençons par la Chine qui illustre pleinement cette capacité à ne pas dépendre, ou du moins à maîtriser sa dépendance. Enracinée dans le monde paysan très précaire, la révolution maoïste avait d'abord recouru à la réforme agraire, avant que la collectivisation ne fût engagée à la fin des années 1950 dans le cadre du « grand bond en avant », dont le point d'orgue fut la création de gigantesques communes populaires. Cette politique provoqua la grande famine de 1958 à 1961, même si des événements climatiques y contribuèrent aussi, couplés à la décision des autorités de continuer à exporter des céréales pour financer l'effort industriel. Mais la brutale

---

<sup>15</sup> Après avoir interdit les importations de viande australienne en mai 2020, puis des orges pour raisons sanitaires et avec la mise en place, le 31 août 2020, de droits antidumping de 80,4 %, la Chine a lancé des procédures contre les vins qui ont abouti à des droits d'entrée compris entre 107,1 % et 212,1 % dès novembre 2020, avant d'être de nouveau augmentés jusqu'à 218 % en mars 2021.

<sup>16</sup> Quentin Mathieu et Thierry Pouch, « L'agriculture russe comme effort vers la puissance », *Diplomatie*, n° 57, juillet 2020.

<sup>17</sup> Discours prononcé lors du Forum sur l'agriculture et les forêts organisé à Ankara le 21 novembre 2019.

réforme foncière fut déterminante dans cette tragédie humaine, de même qu'elle contribua, en minimisant la production, à pénaliser le rayonnement de la Chine. Un exemple de plus qui apporte la preuve, en l'occurrence par la négative, que la puissance est aussi indexée sur l'agriculture. L'heure du retour de la Chine sonna justement avec des réformes foncières qui allaient renouveler le monde agricole : avec l'arrivée de Deng Xiaoping en 1978, non seulement les communes populaires furent définitivement dissoutes mais il permit aux paysans de devenir usagers de la terre dans le cadre du « système de responsabilité ». Ce faisant, l'agriculture chinoise constitua le premier moteur de la croissance économique du pays, relayé ensuite par l'essor industriel dans les zones franches du littoral.

Cependant, cette croissance de la production agricole ne compense plus aujourd'hui les besoins alimentaires, décuplés par la transition alimentaire vers des régimes plus carnés. Alors que Xi Jinping porte au plus haut le rêve de puissance de la Chine, la doctrine agricole et alimentaire constitue de la sorte l'une des priorités de l'agenda politique dans un contexte de fortes contraintes<sup>18</sup> : la Chine ne compte que 9 % des terres arables de la planète alors qu'elle accueille 20 % de la population mondiale ; quant à la pollution des sols, elle se révèle massive, en même temps que le stress hydrique s'intensifie dans certaines régions. Plutôt que d'être autosuffisante pour tout, la Chine insiste sur son autonomie en céréales, ce qui n'est pas anodin en termes géopolitiques tant l'histoire a montré qu'elle conditionne la stabilité politique. Pour cela, Pékin conduit, entre autres, une politique de protection des terres arables et de mobilisation des ressources en eau, avec de grands transferts d'eau vers les plaines céréalières du nord menacées de sécheresse, de sorte à promouvoir la production interne. Concernant ses importations, la Chine veut avant tout éviter les risques de ruptures d'approvisionnement, que les routes de la soie lancées en 2013 ont pour vocation de réduire<sup>19</sup>, en investissant directement ou indirectement aussi bien dans les terres que dans les infrastructures. C'est particulièrement le cas en Amérique du Sud - Brésil, Argentine et Paraguay - où les zones de production de soja concurrencent celles des États-Unis, dont la Chine n'entend pas dépendre. Ajoutons enfin que l'élection d'un représentant chinois à la tête de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) interroge sur ses intentions à redéfinir des normes alimentaires selon une sino-mondialisation<sup>20</sup>.

Si la Chine illustre bien l'actualité de cette capacité à ne pas dépendre, d'autres grands pays l'ont recherchée avec des fortunes finalement moins évidentes. À commencer par son grand voisin indien, qui s'est également caractérisé par son effort précoce en vue de s'émanciper sur le plan alimentaire et ainsi nourrir son rêve de puissance. La profondeur de l'histoire et la taille

---

<sup>18</sup> Jean-Marc Chaumet et Thierry Pouch, *La Chine au risque de la dépendance alimentaire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017.

<sup>19</sup> Grain, « "Belt and Road Initiative" : l'agrobusiness chinois se mondialise », *Alternatives sud*, « Les nouveaux territoires de l'agrobusiness », vol. 26, CETRI – Syllepses, 2019.

<sup>20</sup> Sébastien Abis, « Dans l'alimentaire aussi, la Chine devient une puissance normative mondiale », *L'Opinion*, juin 2020. Il faut toutefois être prudent : « En matière de *Codex Alimentarius*, une influence peut certes provenir de la direction de la FAO, mais l'établissement des normes se fait à travers des Comités qui regroupent plusieurs pays (la Chine en préside deux sur quinze). À moins de pressions fortes et très visibles, la redéfinition des normes sera un travail de longue haleine qui inclura également d'autres organismes (Organisation mondiale de la santé [OMS], Organisation mondiale de la santé animale [OIE], etc.). Cette victoire à l'élection de la FAO est en tout cas une démonstration supplémentaire de la montée de la Chine dans les institutions internationales mais aussi sans doute une volonté pour elle de montrer qu'elle œuvre pour la sécurité alimentaire mondiale et donc pour le bien de l'humanité ». Entretien personnel avec Jean-Marc Chaumet, spécialiste de l'agriculture chinoise à l'Institut de l'élevage, 4 février 2021.

du territoire ont alimenté, en Inde, la représentation de la puissance, qui ne pouvait aller de pair avec le fait d'être la première destinataire de l'aide alimentaire états-unienne jusqu'au début des années 1960. Destinée aussi à contrecarrer la révolution rouge qui menaçait ses territoires pauvres, la révolution verte, initiée en 1965 et fondée sur l'inclusion d'un « paquet technologique », a eu des résultats quantitatifs indéniables<sup>21</sup>. Cependant, le fait que l'Inde ne soit plus dépendante n'a pas pour autant résolu la fracture sociale d'un pays encore traditionnel dans ses structures, notamment sur le plan agraire. À quoi sert-il, dès lors, de ne plus dépendre quand une partie non négligeable de sa population vit une certaine insécurité alimentaire, moins du fait de la disponibilité alimentaire que de la pauvreté ? Or, faut-il le rappeler, les paysans indiens, les plus nombreux au monde, figurent souvent parmi les plus pauvres du pays. Non seulement la révolution verte ne s'est jamais accompagnée d'une réelle transformation sociale pour les paysans, mais l'endettement les soumet aujourd'hui à un fardeau considérable. Autrement dit, la non-dépendance aux approvisionnements extérieurs est-elle une avancée quand les paysans souffrent, qu'ils se suicident en nombre, et que les révoltes intérieures empruntent souvent le chemin des jacqueries, comme ce fut le cas encore à partir de novembre 2020 où les agriculteurs se sont mobilisés puissamment contre un projet de libéralisation commerciale<sup>22</sup> ? Et comment passer sous silence la crise de l'eau qui caractérise les régions de la révolution verte, notamment les États du Pendjab et de l'Haryana ?

Les limites de cette politique de non-dépendance sont également très observables au Moyen-Orient. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, certains pays de la région ont en effet essayé de construire des politiques de sécurisation alimentaire, gages d'indépendance et de stabilité politique. Dans un contexte de fort accroissement démographique, il s'agissait d'augmenter la productivité agricole pour se rapprocher au mieux de l'autosuffisance, notamment pour les céréales qui constituaient de loin la base alimentaire : en assurant ainsi leur propre approvisionnement en produits de base, les pays de la région cherchaient à s'abstraire le plus possible de toute utilisation de l'arme alimentaire par les pays fournisseurs. L'Égypte, après la révolution nassérienne en 1952, la Syrie, après la prise du pouvoir par le Baas (Parti socialiste de la résurrection arabe) en 1963, l'Arabie saoudite, après la guerre du Kippour et le choc pétrolier de 1973, et l'Iran, après la révolution islamique de 1979, illustrent en particulier cette recherche d'une « capacité de refuser de faire », un attribut de la puissance fondé sur le développement hydro-agricole pour parvenir à l'autosuffisance alimentaire<sup>23</sup> : aucun d'entre eux ne voulait ainsi dépendre de l'aide alimentaire états-unienne, eu égard à leurs relations plus ou moins tendues avec Washington et avec son allié israélien dans la région. Même l'Arabie saoudite, pourtant liée aux États-Unis depuis 1945 dans le cadre du pacte de Quincy<sup>24</sup>, décida

---

<sup>21</sup> Matthieu Brun et Aymeric Le Lay, « Inde : une puissance agricole à la croisée des chemins », *Diplomatie*, n° 107, janvier-février 2021.

<sup>22</sup> Ces protestations étaient liées à la volonté du gouvernement de réformer le système d'achat des produits agricoles. Avec la révolution verte, les paysans se voyaient garantir un prix agricole minimum en échange de la vente dans des marchés de gros publics. En libéralisant ce système, les paysans craignaient de tomber sous la coupe d'entreprises agro-alimentaires puissantes et peu regardantes de leur sort. Finalement sous leur pression, les lois ont été abrogées en novembre 2021.

<sup>23</sup> Voir Pierre Blanc, *Proche-Orient, le pouvoir, la terre et l'eau*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

<sup>24</sup> Ce pacte a été établi entre le président Roosevelt, de retour de la conférence de Yalta, et le roi d'Arabie saoudite, Abdelaziz Ibn Saoud sur le bateau états-unien, le Quincy. Alors que les États-Unis étaient devenus importateurs de pétrole depuis 1943, ils souhaitaient sécuriser leurs approvisionnements en s'appuyant sur l'Arabie saoudite qui, créée récemment, avait besoin de la technologie et de la protection militaire américaines.

de s'exonérer de leur *food power* au moment du choc pétrolier de 1973, avec des résultats à tout le moins contrastés.

Sur le plan quantitatif, les performances ont certes été au rendez-vous, mais le surcroît de population a souvent absorbé les gains de production. Cela a surtout été le cas pour l'Égypte, aujourd'hui le pays présentant le plus grand déficit au monde, que seule la rente géopolitique permet de couvrir<sup>25</sup>. Les autres pays sont parvenus à un niveau d'autosuffisance plus marqué, mais au prix de dégradations environnementales sévères, en particulier la salinisation des sols et le rabattement des nappes. Ainsi, en Syrie, quand se produisit la sécheresse de 2006-2010, dont on a pu dire, sans doute hâtivement, qu'elle avait pu être une des causes de la révolution de 2011<sup>26</sup> : les pompages étaient déjà hypothéqués du fait de l'effondrement des nappes tandis que les fleuves s'étaient taris<sup>27</sup>. Quant à l'Iran, la liste est longue de ces signaux qui alertent sur la détérioration de ses ressources en eau<sup>28</sup>. Issa Kalantari, chef du département de l'Environnement de la République islamique et ancien ministre de l'Agriculture des présidents Rafsandjani et Khatami, a d'ailleurs conjecturé, en avril 2015, une « grande catastrophe »<sup>29</sup> hydraulique à venir. Devant cette hypothèque et leur objectif de sécurisation alimentaire, il n'est pas étonnant que les pays du Golfe, riches en hydrocarbures mais pauvres en eau et en terres, soient actifs dans les investissements agricoles à l'étranger<sup>30</sup>. Mais pour les autres, que reste-t-il de ce rêve de puissance par l'autosuffisance ?

Dans ce tour mondial, finissons par l'Europe, dont la trajectoire l'a conduite de la recherche à ne pas dépendre à celle de la capacité à peser. Si elle n'est pas une puissance classique en ce sens qu'elle n'a pas de *hard power* militaire, elle n'en est pas moins une puissance économique doublée d'un projet politique d'unification et de paix. Or force est de constater que parmi les « solidarité[s] de faits », chères à Robert Schuman, l'Europe a mis en priorité l'agriculture à des fins de stabilité politique et d'indépendance alimentaire. Mieux : c'est bien cette politique, la plus intégrée et la plus ambitieuse de toute l'histoire de la construction européenne qui a permis de cimenter un espace hétéroclite. L'Europe-puissance a ainsi trouvé sa cohésion par la valorisation de ses terres. Mise en place dans la foulée du traité de Rome de 1957, cette Politique agricole commune (PAC) à la fois productiviste - par des prix garantis - et protectionniste - par des prélèvements massifs aux frontières - a tellement fonctionné que l'Europe est devenue autosuffisante puis excédentaire dès la décennie 1970, contestant le quasi-monopole américain états-unien sur les marchés mondiaux. Après avoir cherché à ne pas dépendre, l'Europe s'est

---

<sup>25</sup> Le contrôle du canal de Suez, l'accord de paix avec Israël et, aujourd'hui, la lutte contre les Frères musulmans sont autant de rentes directes et indirectes.

<sup>26</sup> Jan Selby *et al.*, « Climate Change and the Syrian civil war revisited », *Political Geography*, vol. 60, septembre 2017.

<sup>27</sup> Depuis, la guerre civile n'a rien arrangé sur ce plan, ajoutant à cette crise agro-environnementale la dislocation d'un tissu agricole jadis dynamique, sans compter que la Turquie profite de l'affaiblissement de la Syrie mais aussi de celui de l'Irak pour déployer son irrigation au sud de son territoire et ainsi peser sur les débits en aval.

<sup>28</sup> Au nord-ouest, le lac Orumieh, l'un des plus grands lacs salés du monde, a quasiment disparu, de même que les lacs de Bakhtegan et de Maharloo dans la province du Fars, et celui d'Hamoun près de l'Afghanistan. Des cratères apparaissent dans le sol et des sources se tarissent comme autant de témoignages des rabattements de nappes. Des barrages sont au plus bas, quand la ville d'Ispahan n'est plus que momentanément traversée par le fleuve Zayandeh Rud qui animait sa vie.

<sup>29</sup> Mohammad-Reza Djalili, « La grande catastrophe iranienne, c'est maintenant », *Le Temps*, 30 août 2015.

<sup>30</sup> Matthieu Brun, « Géopolitique de l'agrifirme de la péninsule arabique à la corne de l'Afrique », in François Purseigle, Geneviève Nguyen et Pierre Blanc (dir.), *Le nouveau capitalisme agricole. De la ferme à la firme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017.

ainsi dotée d'une capacité à peser. Mais, là encore, il convient de s'interroger sur le résultat. Dans les années 1980, elle entra en effet dans une guerre commerciale avec Washington, économiquement coûteuse car les subventions aux exportations étaient lourdes et les stocks chers à entretenir. De même, ses excédents étaient onéreux en matière d'image car l'Europe était accusée de contribuer à la ruine des agricultures du Sud. À partir de 1992, soit trente ans après la mise en œuvre de la PAC, l'UE fut ainsi conduite à modifier son modèle agricole pour le faire évoluer vers une approche moins productiviste. En conséquence, cette capacité à peser réside moins aujourd'hui dans le fait de se projeter à l'international, même si certains pays comme la France peuvent constituer des amortisseurs de crise alimentaire dans leur périphérie méditerranéenne et africaine<sup>31</sup>, que comme une sorte de puissance de l'exemplarité en matière de réponse au nouveau paradigme agroenvironnemental marqué du sceau du changement climatique. Ainsi, l'UE, qui, selon les mots de Zaki Laïdi, se présente comme une « puissance normative internationale »<sup>32</sup>, pourrait l'être également dans le domaine agricole si tant est que son modèle de production paraisse attractif parce que légitime. Mais entre la durabilité de cette nouvelle PAC, encadrée par les objectifs du *Green Deal* européen en matière environnementale, et sa mission productive, aussi vectrice d'influence diplomatique en cas de tension sur les marchés, les arbitrages pour trouver le bon équilibre demeurent à tout le moins difficiles à opérer, surtout quand les lobbyings de toutes sortes se font jour<sup>33</sup>.

Puissance et alimentation constituent ainsi un couple durable au long de l'histoire contemporaine. Cependant, des facteurs de changements tendent à amoindrir l'intensité de leur relation. D'une part, le fait militaire a beaucoup changé, atténuant de la sorte les trois catégories que nous avons relevées : l'alimentaire *pour* le militaire, le militaire *pour* l'alimentaire et le militaire *par* l'alimentaire. D'autre part, le monde est devenu plus concurrentiel sur le plan de la production agricole, ce qui réduit l'influence de la capacité à nourrir, tandis que les politiques d'émancipation tournées vers l'autosuffisance alimentaire ont montré leurs limites productives, sociales et environnementales.

Pour autant, cette relation n'est sans doute pas à remiser dans les livres d'histoire. Des éléments nouveaux, pour ne pas dire inédits, pourraient redonner de la vigueur à cette association entre puissance et alimentation, au premier rang desquels le changement climatique et la croissance démographique, qui pourraient opérer des pressions considérables sur les ressources. L'historien de la Seconde Guerre mondiale Timothy Snyder<sup>34</sup> est récemment revenu sur la réalité alimentaire de ce conflit pour rappeler que des « retours » d'histoire sont possibles dans le contexte de ce double changement climatique et démographique et de pressions sur les ressources, sans compter que le paradigme identitaire que nous vivons aujourd'hui exacerbe les

---

<sup>31</sup> Sébastien Abis, *Géopolitique du blé. Un produit vital pour la sécurité mondiale*, Paris, IRIS Éditions – Armand Colin, 2015.

<sup>32</sup> Zaki Laïdi, « L'Europe, puissance normative internationale », in Renaud Dehousse (dir.), *Politiques européennes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

<sup>33</sup> On pourra entre autres se reporter à l'article de Sébastien Foucart, « L'intense lobbying de l'agro-industrie contre le volet agricole du Pacte vert européen », *Le Monde*, 12 octobre 2021

<sup>34</sup> Timothy Snyder, *Black Earth: The Holocaust as History and Warning*, Londres, Random House, 2015.

nationalismes<sup>35</sup>. Aussi, dans un contexte d'insécurité alimentaire accrue, n'écarte-t-il pas la reprise d'une certaine conflictualité autour des ressources agricoles, que ce soit la terre ou l'eau. Cet avertissement inquiet, voire malthusien, n'est évidemment pas de l'ordre de la fatalité. Il est avant tout une invitation à prendre au sérieux la question alimentaire, qui pourrait, à coup sûr, servir la cause d'une géopolitique de la paix.

---

<sup>35</sup> Voir Pierre Blanc, « Nationalisme et agriculture : passé et présent d'une liaison complexe », in Sébastien Abis et Matthieu Brun (dir.), *Le Déméter 2020*, Paris, Club DEMETER – IRIS Éditions ; et Pierre Blanc et Jean-Paul Chagnollaud, *Le difficile temps des peuples*, Paris, Flammarion – Autrement, 2022.